



PREFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Colomiers, le 29 octobre 2014

Unité Territoriale de la Haute-Garonne et de l'Ariège
Subdivision Environnement Industriel
et Ressources Minérales – ENV 7

Affaire suivie par : Thierry REDONNET
N/Référ : n° 2014/1557

Téléphone : 05 61 15 39 97
Télécopie : 05 61 15 39 88
Courriel : thierry.redonnet
@ developpement-durable.gouv.fr

Objet : Carrière de roches alluvionnaires exploitée par la société CEMEX GRANULATS Sud-Ouest sur le territoire de la commune de Bessières.

Demande de modification des conditions d'exploitation et de remise en état d'une carrière présentée par la société CEMEX GRANULATS Sud-Ouest en date du 27 octobre 2014.

N° S3IC : 68/8676

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES à Monsieur le PREFET de HAUTE-GARONNE

Monsieur le Préfet a adressé, pour avis, au Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement, inspecteur de l'environnement, un dossier daté du 27 octobre 2014 de la société CEMEX GRANULATS Sud-Ouest relatif à la modification des conditions d'exploitation et de remise en état final d'une carrière de sables et graviers située sur le territoire de la commune de Bessières. L'arrêté préfectoral d'autorisation a été notifié le 11/05/2012 pour une durée de 15 ans. Conformément à l'article 5.5 de l'arrêté précité l'exploitant a porté à la connaissance de Monsieur le Préfet les éléments qui vont amener les modifications envisagées.

1. contexte réglementaire

La société CEMEX GRANULATS Sud-Ouest a commencé à exploiter le site de la carrière sans se conformer au plan de phasage stipulait dans l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé. Cette non-conformité a été relevée par l'inspection de l'environnement qui a rédigé un arrêté préfectoral de mise en demeure à l'encontre de la société CEMEX GRANULATS Sud-Ouest, lui demandant de cesser toute extraction dans le phasage non-autorisé.

Le présent dossier a donc été transmis pour se conformer à l'arrêté préfectoral de mise en demeure et présenter le nouveau phasage avec les modifications des conditions d'exploitations et de remise en état du site de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation.

2. justification de la demande de modification

Concernant le phasage de l'extraction, différentes raisons justifient les modifications observées et notamment :

- D'une part, une demande de la Mairie de Bessières concernant le projet de serres légumières situé sur des terrains mitoyens, afin de récupérer le plus tôt possible les terrains situés au Sud-Est du périmètre d'autorisation de la carrière,
- D'autre part, la régularisation du parcellaire autorisé en intégrant dans le périmètre d'autorisation

Unité Territoriale de la Haute-Garonne et de l'Ariège- 4, Avenue Didier Daurat – CS 40331

31 776 COLOMIERS Cedex

<http://www.midi-pyrenees.pref.gouv.fr>

actuel, certaines parcelles enclavées pour une superficie d'environ 4 ha et en rétrocédant à la mairie deux parcelles, non exploitées, d'une superficie d'environ 1,5 ha.

3. nature des modifications envisagées par l'exploitant

Les modifications portent donc sur le phasage de l'extraction, le parcellaire, la production, l'accès à la voirie, la remise en état et les garanties financières par voie de conséquence.

Par rapport aux articles de l'arrêté préfectoral d'autorisation, la demande de modification porte sur les éléments suivants:

- article 1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11/05/2012 portant sur le parcellaire,
- article 2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11/05/2012 portant sur la production maximale,
- article 10 de l'arrêté initial portant sur l'accès à la voirie,
- article 16.2 de l'arrêté initial portant sur les modalités de remise en état,
- article 27 de l'arrêté initial relatif aux garanties financières.

Les grandes orientations des conditions d'exploitation prévues au dossier restent identiques: exploitation sur 15 ans, périmètre légèrement modifié.

Caractéristiques générales de l'autorisation de la carrière

La carrière de 28 ha 71 a 67 ca est autorisée pour 15 ans jusqu'en 2027 sur un tonnage maximum de 150 000 t/an. Le réaménagement prévoit :

- suppression des fronts de taille, création de talus par remblayage et traitement des fronts en pente variable ;
- le remblayage d'une partie de la carrière à l'aide de stériles de découverte et de matériaux inertes d'origine externe ;
- le raccordement des terrains remblayés au terrain naturel, de façon harmonieuse et sans discontinuité,
- le régallage de la terre végétale stockée durant l'exploitation sur les stériles ;
- le démantèlement des voies de circulation ;
- le maintien d'une bande tampon enherbée de 10 m entre la zone d'exploitation et la ripisylve du Rieu Tort ;
- la plantation d'espèces autochtones, le renforcement des haies existantes, l'aménagement d'un plan d'eau de 5,6 ha pourvu de berges en pentes douces et d'une zone de hauts fonds, de roselières, d'espaces végétalisés comprenant des pelouses et des boisements et d'un sentier de promenade ;
- retour des terrains à la vocation agricole originelle sur 23,1 ha.

4. Objet de la modification

projet d'exploitation

Production maximale

Dans le but d'économiser le gisement, une diminution de la production maximale de 150 000 tonnes à 140 000 tonnes par an est demandée sans augmenter la durée de l'exploitation.

Parcellaire

Deux parcelles autorisées sont restituées aux propriétaires sans avoir été exploitées.

Section	Lieu dit	Parcelle	Surface		
			ha	a	ca
E	Al Riou	204	0	74	64
E	Al Riou	205	0	53	85

Superficie totale : 1 ha 28 a 49 ca

Par ailleurs, suite à la maîtrise foncière de quatre parcelles enclavées au périmètre déjà autorisées et d'une partie du chemin communal des Prieurs, l'exploitant souhaite les intégrer dans le périmètre d'exploitation.

Section	Lieu dit	Parcelle	Surface		
			ha	a	ca
E	LaPlano	5	1	47	70
E	Les Clots del Miet	198	0	57	99
E	Les Pesos Lungos	221	1	00	36
E	Les Pesos Lungos	222	1	07	98
E	Chemin Communal	pp	0	14	25

Superficie totale : 4 ha 28 a 28 ca**Projet de Phasage**

Le phasage se décompose en 3 phases de 4 ans et il a été déterminé et actualisé en concertation avec la commune de Bessières.

La première phase concernera les terrains les plus p roches du projet de serres. L'ordre des phase est inversé par rapport à celui qui a été stipulé dans l'arrêté d'autorisation en vigueur. Le phasage aura une direction Sud-Est - Nord-Ouest.

Accès à la voirie

Afin de permettre l'accès à la carrière aux véhicules poids-lourds, la création d'une voirie lourde a été entreprise par la société CEMEX et la collectivité sur une partie de l'emprise du chemin des Prieurs et des terrains entre l'incinérateur « ECONOTRE » et le CFA UNICEM. L'accès au site se fait, dorénavant, en empruntant la route départementale RD 630 jusqu'à la zone d'activité du Triangle, puis la nouvelle voirie qui relie le chemin communal des Prieurs.

Une signalisation adaptée sera installée à la sortie de la carrière et sur le chemin des Prieurs.

Des conventions ont été signées entre la société CEMEX, la commune et le conseil général pour l'entretien de ces voiries communales et départementales.

projet de réaménagement

Le réaménagement du site se fera de manière coordonnée à l'avancement de l'extraction.

L'exploitant s'engage à dévier le chemin des Prieurs vers la bordure Est du site. Cette déviation sera permanente, car, en accord avec la commune, le tracé du chemin actuel ne sera pas restitué.

Le réaménagement se présentera en trois parties :

- la « pointe » au Nord-Ouest sera réaménagée en plan d'eau de 3,1 hectares et en berges pour un espaces de 3,2 hectares. Les berges seront en partie remblayées afin de créer des aménagements tels que des roselières, des pentes douces. Les parcelles au Sud du plan d'eau seront réaménagées en prairies, avec des bosquets épars.
- Le « centre » et la partie Sud-Est du site seront remis en état par remblaiement à la cote du terrain naturel, et présenteront une légère pente en direction des fossés périphériques. Ces terrains d'une superficie de 18 hectares environ, seront restitués en terres agricoles.
- La partie Nord-Est sera remise en état en terres agricoles sur environ 4,4 hectares afin d'accueillir une partie du projet de serres de la commune de Bessières et en plan d'eau de 3150 m² environ avec 3000 m linéaires de berges.

Ce sera environ 71% du site qui sera remis en culture. Le reste de la superficie sera occupée par deux plans d'eau et l'aménagement de leurs berges ainsi que des alentours (prairies...).

garanties financières

Le changement des conditions de remise en état telles que décrites ci-dessus imposera une modification des garanties financières, les surfaces en travaux pour chaque phase variant par rapport au projet initial.

Par rapport au calcul des montants des garanties financières déjà réalisé, ceux-ci seront donc adaptés en

tenant compte d'une part de l'augmentation de la surface en exploitation (accueil et mise en dépôt), et d'autre part de l'actualisation du mode de calcul en fonction de l'arrêté du 24/12/2009.

Période quinquennale	Montant des garanties financières
Année 1-5	176 268 €
Années 6-10	173 602 €
Années 11-12	96 798 €

Calculé avec l'indice TP01 de juin 2014 : 700,4

5. Incidence du projet

5.1 Impact paysager

D'un manière générale, l'impact visuel et l'intégration dans le paysage du projet ne seront que peu modifiés par rapport à la demande initiale.

5.2 Autres impacts

En matière d'impacts sur les eaux superficielles ou souterraines, sur le voisinage, sur la sécurité, les modifications envisagées n'ont pas de conséquence par rapport au précédent projet.

L'impact généré par les poids-lourds n'augmentera pas malgré l'intégration des enclaves foncières.

L'ambiance sonore ne doit pas être modifié dans un secteur où l'activité artisanale et industrielle va se développer.

6. Accord sur la remise en état

Le maire de la commune de Bessieres et les propriétaires des terrains (CEMEX GRANULATS Sud-Ouest et M.ROUZET ont été consulté par l'exploitant et ont donné leur accord sur le projet de réaménagement.

7. Procédure applicable

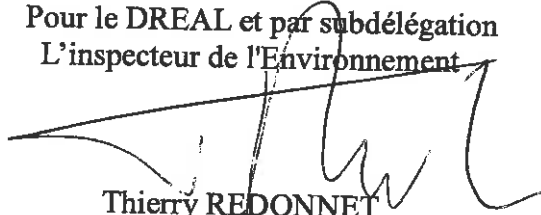
Au regard des dispositions de l'article R512-33-II du Code l'Environnement, les modifications des conditions d'exploitation et de remise en état de la carrière peuvent être considérées comme non substantielles. Aussi, la demande présentée par la société CEMEX GRANULATS Sud-Ouest peut faire l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire à l'arrêté d'autorisation d'exploiter en vigueur du 11 mai 2012. Il est pris sur proposition de l'inspection de l'environnement conformément à l'arrêté R512-31 du Code de l'Environnement et après avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, « formation spécialisée carrières ».

9. Propositions – Conclusion

- Compte tenu des arguments présentés par l'exploitant dans son dossier,
- compte tenu du faible impact généré par le projet de modification des conditions d'exploiter et de remise en état du site,


nous proposons de donner un avis favorable à la demande présentée par la Société CEMEX GRANULATS Sud-Ouest. En conséquence nous soumettons le projet d'arrêté préfectoral, ci-joint, qui modifie, complète et remplace certaines dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter relatifs aux conditions d'exploitation et de remise en état de la carrière à l'avis de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites, « Formation Spécialisée Carrières ».

Pour le DREAL et par subdélégation
L'inspecteur de l'Environnement



Thierry REDONNET

Vérifié et validé le 30/10/2014
Le Chef de l'Unité Territoriale 31-09



Guy SOULIE-BELREPAYRE

